

**Projet de restructuration de bureaux du Palais de Justice de l'Île de la  
Cité - Bâtiment 5**

**MARCHE DE TRAVAUX RELATIFS A L'OPERATION DE  
TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU BATIMENT B5 DU  
PALAIS DE JUSTICE DE PARIS SITUE SUR L'ILE DE LA CITE,  
ET D'UNE PARTIE DU BATIMENT B6 / PARIS**

**LOT 3 ECHAFAUDAGES ET PARAPLUIE**

**Règlement de la Consultation (RC)**

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES**

**22 Novembre 2024 à 12H00**

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

**Seront précisés ultérieurement**

Les informations relatives à la phase offres est uniquement destinée à l'information des candidats. Elle ne doit en aucun cas servir de base à une réponse, la procédure étant restreinte. Les éléments contenus dans la partie offre pourront être légèrement être modifiés par rapport à la présente version.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>2.1 - Mode de consultation.....</b>	<b>4</b>
<b>2.2 – Nature du marché.....</b>	<b>4</b>
<b>2.3 – Allotissement .....</b>	<b>4</b>
<b>2.4 – Durée du marché et délais d’exécution .....</b>	<b>5</b>
<b>2.5 - Décomposition en tranches. ....</b>	<b>5</b>
<b>2.6 - Connaissance du site et condition d’accès – Visite de site en phase     candidature.....</b>	<b>5</b>
<b>2.7 – Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>2.8 – Tâches essentielles ne pouvant pas faire l’objet de sous-traitance.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – COMPOSITION ET REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES.....</b>	<b>8</b>
<b>Dossier candidature : .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 5 - Recevabilité des candidats et critères objectifs de limitation du nombre de candidature .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES .....</b>	<b>11</b>
<b>TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8 - PRESENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9 - CRITERES DE CLASSEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>16</b>
<b>Jugement des offres .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 10 – VARIANTES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 11 – LIEU D’EXECUTION.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS D’ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15 – INSERTION PAR L’ACTIVITE ECONOMIQUE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16 – CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS EN COURS D’ETUDE .....</b>	<b>18</b>



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



AGENCE PUBLIQUE  
POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE

<b>ARTICLE 17 - NEGOCIATIONS .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 18 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS .....</b>	<b>19</b>
<b>TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE .....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 19 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE.....</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE 20 – OBLIGATION DE DISCRETION.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 20 – VISITE DE SITE.....</b>	<b>22</b>

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

---

La présente opération concerne la restructuration globale et définitive de locaux disponibles dans le bâtiment dit B5 sur le site du palais de justice de l'île de la cité à Paris d'une surface d'environ **10 621 m<sup>2</sup>** (SDO en superstructure) et 750 m<sup>2</sup> SDO (en sous-sol), **y compris les combles du B6** réalisées dans le même temps.

L'objectif du maître d'ouvrage est de restructurer des locaux pour y aménager des espaces tertiaires banalisés génériques destinés à des occupants encore non identifiés. Ces surfaces pourront à terme servir à l'implantation d'un service de manière définitive ou bien d'espace tiroir pour des opérations à venir.

L'opération sera conduite en plusieurs phases :

- Phase Préparatoire – travaux anticipés – Lot 0 (marché attribué)
- Phase de déconstruction de la salle d'audience provisoire et de ses aménagements annexes, objet de la présente consultation lot 1 (consultation en cours)
- Phase de restauration du bâtiment B5 et des combles du bâtiment B6–lots 2 et 4 à 15 (consultation en cours)
- **Phase de restauration du bâtiment B5 et des combles du bâtiment B6- lot 3 (objet de la présente consultation)**

Le présent marché de travaux consiste à réaliser l'ensemble des travaux de restauration du bâtiment B5 et des combles du bâtiment B6.

Le présent lot a fait l'objet d'une 1<sup>ère</sup> consultation initiale en procédure avec négociations, déclarée sans suite en date du 15 octobre 2024 pour motif d'intérêt général.

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

---

### 2.1 - Mode de consultation

Il s'agit d'une consultation passée selon une procédure avec négociation en application des articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20, et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique.

### 2.2 – Nature du marché

Il s'agit d'un marché à prix mixte (part à prix global et forfaitaire et part à prix unitaires).

### 2.3 – Allotissement

La présente consultation porte sur le lot suivant :

- Lot 3 : Lot Echafaudages et Parapluie

Pour rappel les lots 0, 1, 2 et 4 à 15 de l'opération ont été lancés antérieurement à la présente consultation.

Le lot 3 a déjà fait l'objet d'une 1<sup>ère</sup> consultation déclarée sans suite et est relancé dans le cadre de la présente consultation.

Le nombre de lots auxquelles peut répondre un même opérateur économique n'est pas limité.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## 2.4 – Durée du marché et délais d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.

Les délais de réalisation des travaux sont indiqués dans l'acte d'engagement (article 3.2).

## 2.5 - Décomposition en tranches.

Sans objet.

## 2.6 - Connaissance du site et condition d'accès – Visite de site en phase candidature

Une visite à **caractère facultative** est organisée dans le cadre de la consultation.

Cette visite doit permettre aux candidats, avant la remise de leur candidature, de pouvoir apprécier et appréhender, notamment, les bâtiments et leurs spécificités, la configuration des abords et des accès, etc.

Elle se fera accompagnée du pouvoir adjudicateur.

Les candidats adresseront leur demande de visite aux contacts suivants en précisant la liste des participants :

[severine.puigvert@apij-justice.fr](mailto:severine.puigvert@apij-justice.fr) ; [alexandre.challat@apij-justice.fr](mailto:alexandre.challat@apij-justice.fr) et [aurore.guironnet@apij-justice.fr](mailto:aurore.guironnet@apij-justice.fr)

Le lieu du rendez-vous leur sera alors communiqué par retour de mail avec toutes les modalités d'accès au site.

Il sera possible de solliciter une visite de site complémentaire au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures.

## 2.7 – Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure. La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le même lot en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

## 2.8 – Tâches essentielles ne pouvant pas faire l'objet de sous-traitance

Non concerné

## ARTICLE 3 – COMPOSITION ET REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

**Au stade de la candidature, les informations concernant les offres sont fournies dans le respect de l'obligation de publication du DCE dès la publication de l'avis d'appel public à la concurrence,**

**conformément aux dispositions du code de la commande publique. Elles ne servent pas à la constitution des dossiers de candidature.**

Le DCE définitif sera transmis aux seuls candidats admis à présenter une offre.

Le DCE se compose de la façon suivante :

Pièces	DCE projet Candidatures	DCE Final Offres
Règlement de la consultation candidatures	X	
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexe 1 : cadre de réponse de la candidature</li> </ul>	X	
Règlement de la consultation et ses annexes offres	Projet	X
Acte d'engagement	Projet	X
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexe n°01 : relative à l'acte spécial de sous-traitance</li> </ul>	X	X
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexe n°02 relative à la répartition financière des cotraitants</li> </ul>		X
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexe n°03 relative au bordereau de prix unitaires (BPU)</li> </ul>		X
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexe n°04 relative à l'insertion professionnelle</li> </ul>		X
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexe 5 : tableau des variantes</li> </ul>		X
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Projet	X
<ul style="list-style-type: none"> <li>annexes</li> </ul>		X
Le détail quantitatif estimatif (DQE) complété (cadre à accepter sans modification) qui sera renseigné en reprenant les prix indiqués au BPU (en cas de contradiction, les prix du BPU font foi) Le DQE n'est pas contractuel.		X
DPGF		X
Note de présentation du projet	X	
Dossier technique comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes</li> <li>Les pièces graphiques ;</li> <li>Le PGC</li> <li>Le dossier de site comprenant le RICT et l'ensemble des diagnostics</li> </ul>		X

*Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat*



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :*



<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2637371&orgAcronyme=d3f>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

**Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.**

## PHASE CANDIDATURE

A l'issue de la période de publication, l'APIJ sélectionnera parmi les candidatures reçues un nombre minimal et un nombre maximal de candidats suivants :

Nombre minimal de candidats retenus : 4

Nombre maximal de candidats retenus : 4

Le nombre envisagé de **4** candidats maximum a été retenu en considération de la lourdeur qu'impliquerait une procédure comportant un nombre de candidats plus élevé, sans pour autant qu'un tel nombre plus élevé favorise la compétition entre les différents candidats.

**S'agissant d'une procédure restreinte, les candidats doivent, au stade de la candidature, présenter un dossier de candidature. Seuls les candidats présélectionnés seront admis à présenter ultérieurement une offre.**

**A noter : une visite de site facultative est prévue en phase candidature (cf art.2.6 du présent RC).**

### ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

---

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française.

*Nota bene - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.*

#### **Dossier candidature :**

En cas de candidature à plusieurs lots, il est demandé une candidature par lot.

Ce dossier devra renseigner sur :

#### La situation juridique du candidat

- Le formulaire DC 1 " **Lettre de candidature** – désignation du mandataire par ses cotraitants " version du 01/04/2019 complétée et signée par le candidat.
- Si le **candidat est en redressement judiciaire**, au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, pour le candidat ou chaque membre du groupement.

#### Le groupement d'opérateur économique

- Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement conformément à l'article 2.10.





- Les informations suivantes devront être complétées dans **le cadre de réponse fourni en annexe 1** du présent règlement de consultation. Pour chaque candidat ou membre du groupement :

1. Capacités financières

Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires** du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2) et à reporter dans le cadre de réponse.

2. Capacités professionnelles et techniques

- Moyens humains : Les **effectifs moyens annuels** du candidat sur les trois dernières années.
- Un dossier de 6 références pour le candidat unique ou le groupement.

Le candidat veillera à ce que chaque membre du groupement ait eu à sa charge, sur au moins une référence présentée, des travaux semblables à celles qui lui sont confiées dans le cadre de la présente opération

Ces références de travaux devront être exécutées au cours des 5 dernières années et démontrer la capacité du candidat à réaliser pour le lot concerné :

- un projet de restructuration de même nature (bâtiment de type ERP) et d'ampleur similaire
- un projet de construction dans un environnement contraint (site occupé, environnement urbain dense)
- une intervention dans un monument à fort enjeu patrimonial (bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques)

Le candidat devra démontrer disposer des compétences suivantes :

Lot	Compétences représentées au groupement
Lot 3 : Echafaudages et parapluies	Echafaudage et parapluie Structure métallique mécano-soudée

**Le candidat unique ou l'ensemble du groupement présentera des références pertinentes au regard des compétences identifiées pour le **lot concerné****

**6 références demandées**

Pour chaque référence le candidat précisera dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet :

- la nature du projet et sa localisation
- le donneur d'ordre (dénomination complète avec coordonnées),
- la surface de plancher,
- le calendrier de l'opération,
- le montant (H.T.) des travaux le montant (H.T.) de la mission réalisée.
- caractéristiques particulières de l'opération (projet en site occupé, importance de la surface, nature et volumétrie des travaux, ...)



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



AGENCE PUBLIQUE  
POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE

**Si plus de références sont présentées, seules les premières dans l'ordre chronologique de présentation seront prises en compte.**

### 3. Qualifications particulières ou équivalentes : Sans objet

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature, dernière version du 1er avril 2019 disponible gratuitement sur le site : [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires)

Les candidats pourront présenter une attestation de bonne exécution des travaux pour les références les plus importantes, précisant s'ils ont été effectués dans les règles de l'art et s'ils ont été menés à bonne fin.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ceux-ci (en produisant les mêmes documents pour l'opérateur économique que ceux requis pour les candidats) et du fait qu'il en dispose, en produisant un engagement écrit de ces opérateurs économiques.

Tout opérateur économique qui n'est pas en mesure de fournir le(s) élément(s) demandé(s) ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières, par tout autre moyen.

Les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Afin de faciliter une présentation optimale des éléments ci-dessus ainsi que la bonne complétude des dossiers, **il est demandé aux candidats de se servir du cadre de réponse préparé par l'APIJ en annexe 1 du présent règlement de consultation.**

Le candidat indiquera **une adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Le cadre de réponse au format informatique sera remis au format source, modifiable et au format PDF.

Les dossiers de candidature devront être constitués uniquement des éléments listés dans la présente annexe. Aucun autre élément ne sera pris en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures.

## **ARTICLE 5 - Recevabilité des candidats et critères objectifs de limitation du nombre de candidature**

L'analyse sera effectuée en deux temps, **sous réserve de la fourniture d'un dossier de candidature complet** :

### 1 / **Recevabilité** (capacité des candidats à répondre au marché).

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacité économique, financière et technique du candidat ou du groupement candidat, appréciés au vu des renseignements demandés à l'article 4 du présent document.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Nota :** Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

Le pouvoir adjudicateur écartera les candidats n'ayant pas les niveaux de capacité requis pour répondre au marché.

## **2 / Sélection des candidats parmi les candidats recevables - critères objectifs de limitation du nombre de candidats**

Dans l'hypothèse où le nombre de candidatures recevables est supérieur au nombre maximal indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence et le présent RC, (4), il sera opéré dans un second temps la sélection de 4 candidats maximum parmi les candidats recevables.

Le pouvoir adjudicateur sélectionnera les candidats sur la base de la qualité et de la **pertinence de chacune des références fournies en rapport avec l'objet de la consultation, noté sur 100 %**.

Cette pertinence de chacune des références sera analysée sur la base des trois sous-critères suivants :

- 1 Nature de l'opération / 35 %
- 2 Ampleur de l'opération (en termes de montant, de durée, de taille...)/ 35 %
- 3 Environnement de l'opération / 30 %

Les références qui se rapprochent le plus de l'opération objet de la présente consultation se verront attribuer les meilleures notes.

### **Régularisation des candidatures :**

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES**

Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, **les documents du marché sont obligatoirement transmis par voie électronique, sur le site PLACE (plateforme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2637371&orgAcronyme=d3f>

Les dossiers de candidatures devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme.



La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

**Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'APIJ, en « dernière minute ».**

### **TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« copie de sauvegarde – PJ IDC – CANDIDATURE – LOT 03 - B5- Marché de travaux – Ne pas ouvrir »** et doit :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à la direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre
- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin Bicêtre

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

La copie de sauvegarde peut également être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La lettre recommandée électronique :
- ➔ Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
- ➔ Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.ue)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Assurance et frais de transport**



Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

---

**ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

---

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 8 jours ouvrés avant les date et heure limites, une demande via plateforme de dématérialisation PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2637371&orgAcronyme=d3f>

# PHASE OFFRE (Pour les candidats présélectionnés uniquement)

Seuls les candidats présélectionnés au stade candidature sont admis à présenter une offre. La date de remise des offres pour les candidats présélectionnés sera ultérieurement communiquée par courrier d'information sur la plateforme PLACE.

Les éléments de la présente phase offre du RC sont susceptible d'évoluer dans le cadre de la phase offre.

## ARTICLE 8 - PRESENTATION DES OFFRES

---

En cas de candidature à plusieurs lots, il est demandé de présenter une offre par lot.

### Dossier Offre :

Ce dossier comprendra, en un exemplaire original, les pièces suivantes :

#### Un projet de marché comprenant

1. L'**acte d'engagement** complété, et ses annexes :

**Cadre ci-joint à compléter**, par le prestataire unique ou en cas de groupement, par l'ensemble des membres du groupement (sauf habilitation spécifique au mandataire signée par les cocontractants).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent préciser dans l'AE s'ils veulent ou non renoncer au bénéfice de l'avance + les délais d'exécution + montants des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec le montant de son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter intégrera le montant des prestations des sous-traitants dont l'acceptation est demandée dans l'offre.

Dans le cas d'un groupement, le cas échéant, le candidat joindra l'annexe 2 de l'acte d'engagement relative aux modalités de répartition des paiements entre les cotraitants.

- a. Annexe 1 : les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement complétées, pour tous les sous-traitants désignés au marché (modèle d'acte de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement) ;
  - b. Annexe 2 : Répartition financière des cotraitants complétée ;
  - c. Annexe 3 : le bordereau de prix unitaires (BPU) complété (cadre à accepter et à compléter uniquement / sans modification) ;
  - d. Annexe 4 : insertion par l'activité économique.
  - e. Annexe 5 : tableau des variantes
2. La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) complétée cadre à accepter sans modifications.
  3. Le **Détail Quantitatif Estimatif** (DQE) complété sur la base des prix unitaires du BPU.
  4. **L'attestation de visite obligatoire. Pour rappel la visite de site en phase offres est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour non-conformité. Les modalités relatives à la visite de site sont indiquées à l'article 20 du présent règlement ;**
  5. **Le mémoire technique** détaillant les dispositions que le prestataire entend adopter pour assurer la bonne exécution du marché :

- Organisation des moyens humains et techniques mis en place pour répondre aux besoins et particularités du présent marché :
  - Identification et analyse des enjeux de l'opération ;
  - Moyens humains : organigramme avec les fonctions et compétences des personnes pressenties pour l'exécution du marché (fournir obligatoirement les CV ou équivalent) : Directeur de travaux, Chef de chantier, Référent qualité et site occupé, personne référente participant à la cellule de synthèse et chargée de la coordination entre les composantes du lot et mention de leur temps de présence (durée globale et taux d'activité, en particulier pour les fonctions d'encadrement, de maîtrise de chantier, de contrôle)
- Méthodologie envisagée
  - Organisation du chantier et notamment gestion des approvisionnements et des évacuations ;
  - Description des méthodes envisagées pour la réalisation des travaux aux différentes étapes de travaux (fiches techniques) et gestion des interfaces de travaux avec les autres lots
  - Réponses apportées sur la gestion des contraintes et des nuisances et interfaces avec les utilisateurs
  - Engagements environnementaux et/ou social (production des déchets, réemploi, heures d'insertion
  - Descriptions des solutions spécifiques apportées par l'entreprise pour assurer la sécurité et les protections du site des tiers et des ouvriers (Protections, EPC, EPI, moyens d'accès du personnel, moyens de levage et de manutention, etc.)
- Planning d'intervention et organisation des travaux pour conduire au respect du planning global (tâches critiques, gestion des risques calendaires...)
- Dossier technique de présentation des variantes

Le mémoire technique développera obligatoirement les informations précédentes sur **60 pages maximum (hors annexes)**.

Des annexes peuvent être intégrées pour les moyens humains dédiés (CV, formation etc.) et/ou les moyens techniques et matériels dédiés (fiches techniques, schéma etc.).

Les documents seront remis en version pdf et en version native (.xls notamment).

Les cadres fournis par l'APIJ en version Excel et Word dans le cadre du dossier de la consultation doivent être uniquement complétés. Les candidats ne sont pas autorisés à les modifier.

***La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.***

***L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.***



## ARTICLE 9 - CRITERES DE CLASSEMENT DES OFFRES

### Jugement des offres

Le Pouvoir Adjudicateur prendra en compte les deux critères suivants (la note totale sera exprimée sur 100 points, décomposés tel que suit) :

CRITERES	DESIGNATION	PONDERATION
<b>Prix</b>	Le prix sera apprécié au regard du total, de la somme des montant forfaitaire et du montant total du DQE, tel qu'elle figure à l'acte d'engagement	<b>40 points</b>
<b>Valeur technique</b>	<p>La valeur technique sera appréciée sur la base des sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>l'identification, la compréhension des enjeux de l'opération, la qualité et la pertinence de l'organisation opérationnelle – <b>15 points</b></li><li>la qualité et la pertinence de la méthodologie proposée : la méthodologie proposée (description, fiches techniques, gestion du contrôle qualité, cohérence avec la DPGF et le BPU...), les engagements environnementaux, la sécurité et l'hygiène sur le chantier, la gestion des nuisances et interfaces utilisateurs – <b>25 points</b></li><li>L'organisation des travaux proposée, au regard du phasage opérationnel et du calendrier global d'exécution des travaux – <b>20 points</b></li></ul>	<b>60 points</b>

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

### Classement final

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués.





Variantes imposées : Les variantes seront définies ultérieurement

Variantes libres :

Les variantes libres sont autorisées.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la solution de base devra obligatoirement être chiffrée séparément des variantes. Celle-ci sera analysée avant l'examen des variantes.

Le candidat fournira les pièces nécessaires à l'appréciation de l'intérêt de(s) la variante(s). Il devra joindre à la décomposition détaillée du coût de sa variante un descriptif explicitant toutes les différences et avantages par rapport à la solution de base. A défaut, la variante proposée sera écartée et ne pourra pas être analysée.

Les variantes sont autorisées uniquement dans les conditions suivantes :

DEFINIES ULTERIEUREMENT

Seules les variantes répondant à ces exigences minimales seront prises en considération.

Le coût de la variante est exprimé en plus ou moins-value par rapport à la solution de base.

Le maître d'ouvrage insiste sur la nécessité de chiffrer d'abord le projet en solution de base.

L'acheteur décidera de retenir ou non les variantes imposées au moment du choix de l'offre

## ARTICLE 11 – LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'effectueront sur site (4 Boulevard du Palais – 75001 Paris).

Par ailleurs, des réunions pourront être organisées au siège de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre ou à Paris (Palais de Justice).

## ARTICLE 12 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation.

## ARTICLE 13 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **8 jours** ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.



## ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

---

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **10** jours ouvrés avant les date et heure limites, une demande via la plate-forme PLACE.

En application de l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique, les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'APIJ (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) **8** jours ouvrés au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

## ARTICLE 15 – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des clauses administratives particulières de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Un prestataire dont l'APIJ s'adjoindra le concours, se tiendra à la disposition du titulaire pour l'assister lors de la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

## ARTICLE 16 – CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS EN COURS D'ETUDE

---

Les candidats sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les fichiers, études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Saut indication contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis sont réputés présenter un caractère secret.

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf accord auprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur auront été remis, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- retourner au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents dont la restitution aura été demandé.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.



Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation. Conformément à la spécificité de la procédure choisie, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le maître d'ouvrage se réserve ainsi la possibilité de négocier ou de ne pas négocier avec les candidats.

La procédure de négociation se déroule selon les phases suivantes :

1) Après analyse des offres par le maître d'ouvrage sur la base des critères énoncés dans le présent règlement de consultation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'entamer librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie, voire avec un seul, des candidats du présent marché ayant été invités à remettre une offre, et ce, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes. Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

2) A l'issue de cette phase de négociation, les candidats ayant participé à la négociation auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de remettre une nouvelle offre et le maître d'ouvrage procédera à un nouveau jugement des offres sur la base des critères énoncés dans le présent règlement de consultation. Le délai de transmission sera prescrit dans le courrier de négociation.

Il est précisé qu'il pourra y avoir un ou plusieurs tours de négociations avec chacun des candidats sélectionnés. Cependant, au terme de chaque phase de négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réduire le nombre candidats.

Les négociations se dérouleront par écrit ou par oral. Elles pourront, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails confirmés par courriers ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres avec chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

## ARTICLE 18 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS

Conformément à l'article L.2132-2 du code de la commande publique, **les documents du marché sont obligatoirement transmis par voie électronique, sur le site PLACE (plateforme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante :**

**XXXXXXX LE LIEN SERA MIS A JOUR AU STADE OFFRE**

Ils devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Signature électronique :



Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement.
- Les pouvoirs des cotraitants envers le mandataire le cas échéant

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

Toutefois, à l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que son offre ne soient pas trop volumineuses.

.

### **TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« **copie de sauvegarde – PJ IDC – offres – lot 3 -B5 marché de travaux – Ne pas Ouvrir** » et doit :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h à 17h) contre récépissé à la direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre

- soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 67 Avenue de Fontainebleau – 94 270 Le Kremlin Bicêtre

Les offres devront, dans tous les cas, parvenir à l'APIJ avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les offres qui seraient remises, après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenues.

La copie de sauvegarde peut être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La lettre recommandée électronique :
- ➔ Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf](#) ([ssi.gouv.fr](#))
- ➔ Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard](#) ([europa.ue](#))
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

### **Assurance et frais de transport**

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

## **ARTICLE 19 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ**

---

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

## ARTICLE 20 – OBLIGATION DE DISCRETION

---

**L'ensemble des pièces communiquées dans le dossier de consultation sont réputées confidentielles.** Le candidat qui avant la notification du marché a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître la teneur. Les obligations du présent article s'appliquent aux sous-traitants et fournisseurs ; le candidat s'engage à les leur communiquer. En cas de violation par le candidat ou ses sous-traitants et fournisseurs des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le candidat s'expose à voir son offre rejetée.

## ARTICLE 20 – VISITE DE SITE

---

Une visite à **caractère obligatoire** sous peine de rejet de l'offre pour non-conformité est organisée dans le cadre de la consultation.

Cette visite doit permettre aux candidats, avant la remise de leur offre, de pouvoir apprécier et appréhender, notamment, les bâtiments et leurs spécificités, la configuration des abords et des accès, etc.

Elle se fera accompagnée du pouvoir adjudicateur.

Deux créneaux de visite sont proposés :

**Les dates de visite seront définies ultérieurement**

Les candidats ont jusqu'à 48h avant chacune des deux dates de visite pour adresser la liste des participants à cette visite (limité à 2 au maximum par entreprise), aux contacts suivants :

[severine.puigvert@apij-justice.fr](mailto:severine.puigvert@apij-justice.fr) ; [alexandre.challat@apij-justice.fr](mailto:alexandre.challat@apij-justice.fr) et [aurore.quironnet@apij-justice.fr](mailto:aurore.quironnet@apij-justice.fr)



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



AGENCE PUBLIQUE  
POUR L'IMMOBILIER  
DE LA JUSTICE

Le lieu du rendez-vous leur sera alors communiqué par retour de mail avec toutes les modalités d'accès au site.

**Une attestation de visite sera remise à l'issue de la visite et devra être jointe à l'offre du candidat.**

Le lieu du rendez-vous leur sera alors communiqué par retour de mail ; avec la communication des modalités pratiques d'accès au site et le rappel des mesures de sécurité le cas échéant.

Une date de visite complémentaire pourra éventuellement, être proposée par le pouvoir adjudicateur.

Aucune visite complémentaire ne pourra être organisée à moins de 7 Jours avant la date limite de remise des offres.

Cette date sera communiquée, le cas échéant, aux candidats, sur le site PLACE.

Les conditions de participation seront identiques à celles indiquées ci-dessus.

\* \* \* \* \*

*Annexe 1 : Cadre de réponse du candidat*